

Ce n'est qu'un début

La grève est suspendue. Dans chacune des centrales concernées, le comité de négo a appuyé sur le bouton qui interrompt le mouvement dans sa lancée et qui déclenche la machine à persuasion. Tout l'appareil syndical est ainsi mis à profit pour peser de tout son poids et faire adopter l'entente dans les différentes instances. *Retournez au travail maintenant, on vous dira pourquoi plus tard.*

Heureusement qu'il y a des fuites. On sait au moins que la pression exercée par la GGI combinée à l'ultimatum lancé par le Front commun a forcé l'employeur à changer de ton. Sa dernière offre salariale a fait un grand bond en avant pour atteindre le niveau de l'inflation. Les comités de négociation se félicitent : *on ne pourra pas obtenir mieux que ça.*

Ça peut paraître suffisant pour les catégories d'emplois les mieux rémunérées. Mais pour le personnel de soutien et autres bas-salarié·e·s qui peinent déjà à payer le loyer, l'épicerie et les factures, le *statu quo* n'est pas une option. C'est l'état actuel des choses qui a motivé les syndiqué·e·s à adopter la GGI en si grand nombre. C'est le présent qui provoque les démissions massives et fait que le temps et l'énergie manquent pour profiter de la vie hors du travail.

Pour le peu qu'on en sait, ces ententes de principes tendent à forcer le temps plein et à augmenter la charge, le tout moyennant des primes dans le cas des emplois qui bénéficient déjà de meilleures conditions salariales. La tâche ne sera pas diminuée et la réduction du temps de travail sera plus ardue. On est encore bien loin du genre de mesures qui nous permettrait d'avoir le temps de bien vivre.

Plus encore, on nous présente une entente sur cinq ans, période durant laquelle il est interdit aux syndiqué·e·s et syndicats d'adopter un quelconque moyen de pression. L'offre sur la table est beaucoup trop peu pour un tel compromis. On accepte une convention de plus de trois ans lorsqu'on arrive à un deal exceptionnel, pas quand *c'est mieux que rien.*

Après des décennies de recul, la tâche de notre époque n'est plus de sauver les meubles, mais de regagner du terrain. Elle n'est pas de signer des conventions collectives au plus vite en limitant les pertes, mais de renverser le rapport de force à notre avantage face aux employeurs, dans le public comme dans le privé.

Nous avons tout pour réussir. Pourquoi s'arrêter maintenant? Nous avons la détermination, nous avons le nombre, nous avons le soutien de la population. Et pour la plupart des syndicats, nous en avons largement les moyens : nous disposons d'un fonds de grève ! Reste à surmonter ce qui fait défaut dans nos appareils syndicaux.

Tout reste à gagner pour les syndiqué·e·s du Front commun et des affiliations pour qui la grève demeure une idée abstraite depuis le début des négociations. Les grévistes de la FAE ont déjà donné beaucoup. Assurons-nous que ce ne soit pas en vain et joignons nos efforts pour améliorer les conditions de travail dans les services publics. Il va sans dire que ces conditions sont aussi celles qui affectent l'ensemble de la population qui, à un moment ou à un autre, a recours à ces services. Y a pas à se gêner, même les policiers de la SQ ont rejeté l'entente de 21 % d'augmentation.

Contre toute attente, refusons le chemin tracé d'avance. Une telle opportunité ne se présente qu'un instant.

**Continuons le combat.
Rejetons les ententes.
Allons jusqu'au bout.**

La grande démission
Initiative d'auto-
organisation dans
le secteur public **gd**

grandedemission.info